

Secrétariat général

Direction de la coordination  
des politiques interministérielles

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Ref : DCPI-BICPE/ CP

**Arrêté préfectoral abrogeant la mise en demeure du 14 février 2020 prise à l'encontre  
de la société SI2D, pour son établissement sur la commune de RAISMES.**

Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet du Nord

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment son article R. 421-1 ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination du Préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de  
défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Georges-François LECLERC ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Simon FETET, en qualité de  
Secrétaire général de la Préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Nicolas VENTRE, en qualité de  
Secrétaire général adjoint de la Préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2009 imposant à la SOCIETE INDUSTRIELLE DE DECAPAGE ET DE  
DETARTRAGE (SI2D) des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement  
situé à RAISMES et notamment ses articles 9.2.1 et 9.2.2 ;

Vu le dossier de demande de classement de la société SI2D situé au 30 Henri Durre à RAISMES vis-à-  
vis des rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 février 2020 mettant en demeure la société SI2D, pour son établissement situé à  
RAISMES ;

Vu la visite d'inspection du 09 avril 2021 ;

Vu le rapport d'inspection du 07 mai 2021 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du  
logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel  
il ressort que l'exploitant a respecté les prescriptions de la mise en demeure du 14 février 2020 ;

Considérant par conséquent la nécessité d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du Nord,

**ARRÊTE**

Article 1 : Abrogation de la mise en demeure :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 février 2020 mettant en demeure la société SI2D pour son  
établissement situé à RAISMES, sont abrogées.

## Article 2 : Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- Recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- Et/ou recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de la transition écologique – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le recours contentieux.

En outre, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint-Hilaire) conformément aux dispositions de l'article R181-50 du code de l'environnement par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif - 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 3 : Décision et notification

Le Secrétaire général de la Préfecture du Nord et le Sous-Préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- au maire de RAISMES,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de RAISMES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2021>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **27 AOUT 2021**

Pour le Préfet du Nord et par délégation,  
Le Secrétaire général de la préfecture du Nord



Simon FETET.